

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 26/3 (1999)

DOI: 10.11588/fr.1999.3.47750

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

PIERRE GUILLEN

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES:
UN IMPORTANT APPORT DOCUMENTAIRE
POUR LES ANNÉES 1949-1963*

Cette importante publication de documents sur les relations franco-allemandes, de la fondation de la République fédérale en 1949 au départ du chancelier Adenauer en 1963, a été préparée sous la responsabilité des professeurs Horst MÖLLER et Klaus HILDEBRAND. Chacun des trois gros volumes a été confié à un maître d'œuvre: Ulrich LAPPENKÜPER pour le tome 1. Politique extérieure et diplomatie; Andreas WILKENS pour le tome 2, Economie; Herbert ELZER pour le tome 3, Partis politiques, opinion publique, culture.

La documentation présentée provient de sources françaises et de sources allemandes variées. Cela permet – et c'est là une originalité qui donne à cette publication tout son intérêt – une approche comparative des principaux aspects des relations franco-allemandes et des moments importants de leur évolution. Dans chacun des trois volumes les documents sont accompagnés de notes explicatives; ils sont précédés par une introduction synthétique, avec des notes constituant des mises au point historiographiques, puis par une présentation très précise des sources.

La documentation rassemblée dans le tome 1 provient principalement des archives du Quai d'Orsay et de l'Auswärtiges Amt. Les documents sont répartis dans trois ensembles chronologiques, chacun lui-même divisé en quatre sections.

La première partie couvre les années 1949-1955. Dans la 1^o section – La France et la question allemande dans le cadre du statut d'occupation et des rapports Est-Ouest – relevons, entre autre, de nombreux documents sur les réactions aux notes soviétiques sur l'Allemagne et sur le débat entre maintien de la division de l'Allemagne ou Allemagne réunifiée et neutralisée. Les documents de la 2^o section – La France, l'Allemagne et les débuts de la construction européenne – montrent que si en France finit par s'imposer la nécessité d'intégrer l'Allemagne, subsistent une profonde méfiance et la difficulté à admettre que l'Allemagne doit se voir reconnaître l'égalité des droits; conceptions française et allemande s'affrontent à propos d'une intégration politique sur une base fédérale, pour laquelle plaident les Allemands, alors que les Français s'y refusent. La 3^o section rassemble une trentaine de docu-

* La contribution présente correspond à un compte rendu de l'édition dirigée par Horst MÖLLER, Klaus HILDEBRAND (Hg.), *Die Bundesrepublik Deutschland und Frankreich: Dokumente 1949-1963*. Band 1: Außenpolitik und Diplomatie, bearbeitet von Ulrich LAPPENKÜPER, Band 2: Wirtschaft, bearbeitet von Andreas WILKENS, Band 3: Parteien, Öffentlichkeit, Kultur, bearbeitet von Herbert ELZER, München (Saur) 1997, 1002, 1095 et 1012 p. Le quatrième et dernier tome de l'édition qui contient les résultats de sondages, une bibliographie et des index (noms et sujets) est sorti après la rédaction de cet article: *Die Bundesrepublik Deutschland und Frankreich: Dokumente 1949-1963*. Band 4: Materialien, Register, Bibliographie (Erschließungsband), hg. von Herbert ELZER in Zusammenarbeit mit Ulrich LAPPENKÜPER und Andreas WILKENS, München (K. G. Saur) 1999, 672 S.

ments retraçant les principales péripéties de la question sarroise. La 4^e section – Le problème du réarmement allemand – porte principalement sur les débats entourant la genèse, les négociations, la mort de la CED.

Dans la deuxième partie, 1955–1958, les documents de la section 1 – Question allemande et sécurité européenne – montrent que dans les années 1955–1956, la République fédérale redoute qu'à la faveur du début de détente Est–Ouest, on ne discute d'une Allemagne réunifiée et neutralisée; un front franco-allemand se forme contre les velléités anglo-américaines à ce sujet; pour les années 1957–1958, ressortent d'une part les inquiétudes allemandes devant la tendance nouvelle de Paris à chercher un rapprochement avec Moscou, d'autre part les incidences de la guerre d'Algérie. La section 2 est consacrée aux négociations qui ont conduit aux traités de Rome, négociations difficiles en raison de la différence de point de vue de la France, qui donne la priorité à Euratom et de la République fédérale, qui s'attache surtout au projet de Marché commun; la collusion américano-soviétique dans la crise de Suez fait sortir de l'impasse. Les documents de la section 3 concernent le règlement de la question sarroise. La section 4, sur les débuts de la coopération franco-allemande en matière d'armement produit d'intéressants documents sur les rencontres et accords signés entre les ministres de la Défense des deux pays.

La troisième partie, 1958–1963, débute par une section sur La question allemande et les changements dans les rapports Est–Ouest; au début, les assurances de De Gaulle que la France ne va pas changer de politique et ne projette pas de renversement d'alliance, rencontrent chez Adenauer scepticisme et méfiance, dissipés ensuite devant l'attitude de la France dans les crises de Berlin; la solidarité franco-allemande s'affirme, car la République fédérale a besoin de la France pour empêcher une entente entre les deux Supergrands sur le problème allemand, la France a besoin de l'appui de la République fédérale sur la scène internationale, dans l'affaire algérienne. Dans la section 2 – Approfondissement de la politique européenne et réforme de l'Alliance atlantique –, on retiendra notamment les documents sur les origines et les vicissitudes du Plan Fouchet d'Union européenne. La section 3 porte sur le règlement de petits contentieux, la section 4 sur le traité de l'Élysée et ses suites immédiates: on y relève notamment le désaccord, dès l'origine, entre Adenauer et Schröder (secrétaire d'État à l'A.A.), les conditions de l'élaboration du traité, les divergences entre Paris et Bonn sur sa portée en raison de l'opposition des points de vue sur l'OTAN, les rapports avec les États-Unis, la politique européenne.

Les documents rassemblés dans le deuxième tome proviennent: du côté français, principalement de la Direction des affaires économiques et financières du Quai d'Orsay, du ministère des Finances et des ministères économiques; du côté allemand, sont mis à contribution les fonds de l'A.A. et du Bundesarchiv de Koblenz; d'importants documents sont tirés du Nachlaß Blankenhorn et du Nachlaß Henle – un des principaux dirigeants du monde industriel ouest-allemand; d'autres documents émanent d'associations professionnelles, et de personnalités du Mouvement européen.

La première partie porte sur les relations économiques bilatérales. La section 1 concerne les implications économiques de la politique d'occupation; la France s'accroche longtemps au contrôle allié de l'économie allemande – décartellisation, déconcentration, démontages, limitations de la production. Les efforts d'Adenauer pour promouvoir des interpénétrations d'intérêts industriels français et allemands se heurtent aux résistances françaises et américaines. Les divergences entre la France, l'Angleterre, les États-Unis, les oppositions à l'intérieur des milieux industriels empêchent la définition d'une politique économique commune à l'égard de l'Allemagne.

La section 2 s'occupe du rétablissement des relations économiques bilatérales dans les années 1949–1954. Ce rétablissement s'opère dans le cadre de la politique de libéralisation menée sous l'égide de l'OECE; les documents illustrent le rôle des gouvernements, des

instances ministérielles, dans les négociations des traités de commerce franco-allemands de janvier 1950 et janvier 1953. Souvent les points de vue sont différents entre départements politiques et départements économiques. Les livraisons de charbon allemand à la France, les exportations des produits agricoles français vers l'Allemagne font l'objet de nombreux débats, ainsi que les questions des marques de fabrique, d'établissement, d'investissements. Relevons aussi des projets d'association dans la construction aéronautique, et un programme d'ensemble pour développer la coopération économique franco-allemande, élaboré au Quai d'Orsay en juillet 1954, et qui sera largement repris ensuite lors des rencontres entre Adenauer et Mendès France. La section 3 concerne les aspects économiques du problème de la Sarre, la section 4 la canalisation de la Moselle.

Dans la section 5, sur les relations économiques bilatérales 1954–1963, on trouve de nombreux documents sur les discussions qui ont préparé les accords de la Celle-Saint-Cloud, sur les divergences entre Adenauer et Erhard à propos de la collaboration économique avec la France, sur la négociation du traité de commerce à long terme franco-allemand d'août 1955, sur les débats autour de la création d'un Comité économique franco-allemand, à laquelle s'opposent Erhard et le BDI, alors que Adenauer y tient beaucoup; ce comité finalement créé en mai 1956, s'occupe, entre autre, en 1957–1958, de projets de coopération en Afrique. Sont également évoqués l'effet, sur ses échanges franco-allemands, de la crise de la balance des paiements à la fin de la Quatrième République, la place des questions économiques dans les entretiens de Gaulle–Adenauer, le développement des échanges au début des années soixante avec la mise en route du Marché commun.

La deuxième partie, *Rapports économiques et union européenne*, traite d'abord du Plan Schuman et de la fondation de la CECA; les documents en montrent les origines et les difficultés des négociations. La section 2 évoque le débat entre extension de l'intégration sectorielle ou libre-échange; comme le montrent les discussions et l'échec du projet de Pool vert, on préfère organiser la coopération multilatérale selon le modèle de l'OECE, comme le préconisent Erhard et la majorité des organisations professionnelles industrielles. La section 3 porte sur les prises de position et le déroulement des négociations conduisant aux traités de Rome. L'opposition entre conceptions allemandes et conceptions françaises se manifeste dans les réactions au rapport Spaak, aux conférences de Messine et de Venise; la rupture est évitée de justesse, sur la base de compromis âprement débattus au sein du gouvernement allemand. La section 4 est centrée sur les débats CEE ou ZELE, Erhard fait campagne en faveur d'une zone européenne de libre-échange, alors que l'A.A. se prononce pour la mise en œuvre du Marché commun. En France c'est «l'union sacrée» entre le gouvernement et les organisations professionnelles contre la proposition anglaise. L'échec des négociations dans le cadre du Comité Maudling – plusieurs documents concernent des rencontres entre dirigeants français et allemands à ce sujet – provoque la colère d'Erhard contre la politique française, dont la rigidité a ruiné les tentatives allemandes de compromis.

La troisième partie regroupe, sous le titre «Relations économiques privées»:

– une section sur les relations entre associations et entrepreneurs français et allemands. D'intéressants documents proviennent du Nachlaß Henle, de diverses organisations professionnelles; ils apportent un éclairage sur les projets de coopération entre milieux industriels des deux pays, sur l'activité du Comité économique franco-allemand qui sert d'organe de liaison entre le BDI et le CNPF. Ces relations se développent dans le cadre de l'OECE puis dans celui de l'Europe des Six. Relevons la rencontre à Paris en mars 1954 de dirigeants économiques français et allemands pour tenter d'harmoniser les points de vue sur les politiques d'intégration européenne; l'accord CNPF–BDI d'octobre 1954 pour développer la coopération industrielle franco-allemande, accord vivement critiqué à la fois par Erhard et par la Haute Autorité de la CECA. Mais dans la deuxième moitié des années 1950, les milieux économiques français et allemands se séparent dans le débat Marché commun–Zone européenne de libre-échange.

– une section sur des projets de coopération économique en Afrique. Ces projets, qui émanent soit d'intérêts privés, soit d'organismes officiels, se heurtent au scepticisme du BDI et à la prudence des autorités françaises qui veulent encadrer étroitement les activités économiques allemandes dans des pays sous souveraineté française. Toutefois, entre mars 1957 et mai 1958, le Comité économique franco-allemand discute de divers projets et décide de créer un groupe de travail sur l'Afrique.

Le troisième volume de cette publication de documents est centré sur l'image de la France et des Français en Allemagne, de l'Allemagne et des Allemands en France. La documentation est issue d'archives de partis politiques, de fonds de diverses personnalités, des débats parlementaires, de revues, de dossiers de coupes de presse. Le volume comprend deux parties:

La partie A, Développement des relations franco-allemandes au miroir de la presse et des partis, est de loin la plus copieuse (822 pages sur 1011). Elle reprend les principaux aspects politiques du tome 1, pour illustrer les réactions de la presse, du personnel politique, des partis, aux moments importants de la question allemande ou des relations bilatérales, selon un découpage chronologique.

– 1) Rapports franco-allemands et efforts d'intégration européenne, 1949–1955. Les documents concernent successivement: la nouvelle orientation dans le discours sur la réunification et sur le statut d'occupation; le Plan Schuman et la communauté politique européenne (plusieurs documents portent sur les divergences entre la SFIO et le SPD); la question de la Sarre (notamment le débat en France et en Allemagne à propos de l'eupéanisation de la Sarre); le réarmement allemand (il s'agit surtout des prises de position des principaux partis sur la CED, puis, après l'échec de celle-ci, sur l'intégration de la RFA dans l'OTAN).

– 2) Détente internationale et nouvelles fractures européennes. 1955–1958. Sous le titre »Désengagement et question allemande«, sont évoqués les débats dans les partis sur le maintien de l'appartenance de la RFA à l'OTAN ou sa neutralisation, les réactions de la presse au voyage d'Adenauer à Moscou en 1955. La section Marché commun et Euratom montre les divergences entre les partis en France, ce qui renforce réserves et demandes de préalables; en Allemagne au contraire, la politique du gouvernement fédéral recueille un consensus assez large. La section suivante, sur le référendum sarrois, fait une large place aux réactions à la suite du rejet par les Sarrois du statut d'eupéanisation; du côté allemand on s'efforce d'éviter tout triomphalisme pour ne pas froisser l'opinion française. Les réactions allemandes à la crise politique française de 1958 sont que l'effondrement du régime de la IV^e République est inéluctable, puis, lorsque celui-ci s'est effondré, que la consolidation de la France opérée par de Gaulle impose qu'on trouve un nouvel équilibre dans la politique européenne et dans les rapports franco-allemands.

– 3) L'ère de Gaulle–Adenauer, 1958–1963. Les documents sont groupés en plusieurs sous-sections. La question allemande entre confrontation et détente: il s'agit des réactions, en France et en Allemagne, à la crise de Berlin de 1958–1961, et aux tête-à-tête de Gaulle–Adenauer, qui opposent enthousiastes et sceptiques. Les plans de De Gaulle pour l'union européenne et la réforme de l'OTAN, projets qui provoquent en Allemagne et en France des réactions négatives. La question de l'armement atomique: réactions d'une part à la volonté du Général de doter la France de l'arme atomique, d'autre part au plan américain de force nucléaire multilatérale. Les réactions au traité de l'Elysée, au refus gaullien de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun et du projet de force nucléaire multilatérale sous direction américaine; en France et en Allemagne, la presse et les partis, pour la plupart, ne séparent pas ces trois questions dans leur réquisitoire contre la politique gaullienne.

La partie B, Nouveau départ dans les relations franco-allemandes 1949–1963, s'articule en trois sections.

– 1) Mentalités. Déclarations d'hommes politiques, articles de revues et de journaux illustrent l'évolution des représentations.

– 2) Culture. Divers documents soulignent l'importance du développement des relations culturelles pour liquider l'héritage de la guerre et aller vers la réconciliation; d'autres portent sur la présence de la culture française en Allemagne et de la culture allemande en France.

– 3) Impressions et institutions. Sous ce titre sont rassemblés 31 documents portant sur des sujets variés. Impressions: compte rendu d'émissions radiophoniques sur les relations franco-allemandes, articles de presse sur des rencontres entre journalistes des deux pays, sur des impressions de voyageurs, sur la vision de la société du pays voisin et de son évolution, sur la persistance de l'héritage de la guerre. Institutions; documents sur divers organismes travaillant à la compréhension entre les deux pays.

En conclusion, il convient de souligner la très grande richesse de ces trois gros volumes, qui rassemblent un nombre impressionnant de documents sur les divers aspects des rapports entre les deux pays. Ajoutons que la présentation et l'appareil critique sont irréprochables. Nous avons là un instrument de travail de grande qualité, indispensable pour tous ceux qui travaillent sur les relations franco-allemandes dans le deuxième après-guerre.